

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC  
AU 37/05

AMR 41/004/2005 - ÉFAI

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES DE MORT

MEXIQUE

**Lydia Cacho Ribeiro (f), présidente du *Centro Integral de Atención a las Mujeres* (CIAM, centre d'assistance pour les femmes), et militante en faveur des droits humains**

**les autres membres du personnel du CIAM**

Londres, le 16 février 2005

Lydia Cacho Ribeiro, présidente de l'organisation *Centro Integral de Atención a las Mujeres* (CIAM, centre d'assistance pour les femmes), ainsi que les membres du personnel de trois refuges du CIAM situés près de Mexico ont reçu plusieurs menaces de mort en raison de leurs activités en faveur des droits des femmes et des fillettes. Le CIAM accueille des femmes et des fillettes, en particulier celles qui ont été victimes de violence domestique, et leur offre une assistance juridique et médicale. Amnesty International pense que Lydia Cacho Ribeiro et les autres personnes travaillant pour le CIAM pourraient être en danger.

Le CIAM a déposé une plainte concernant ces menaces auprès de la *Procuraduría General de la República* (PGR, bureau du procureur général de la République) à Mexico et du représentant du procureur général de la République à Cancún (État de Quintana Roo), où siège le CIAM. Toutefois, à la connaissance d'Amnesty International, aucune enquête n'a été ouverte sur ces menaces, que ce soit au niveau de la fédération ou de l'État, et aucune mesure n'a été prise en vue d'assurer la protection de Lydia Cacho Ribeiro et des membres du personnel.

Selon les informations recueillies, Lydia Cacho Ribeiro a reçu, le 9 février 2005, deux appels téléphoniques d'un ancien agent de l'*Agencia Federal de Investigación* (AFI, Agence fédérale d'investigation), dont l'épouse et la fille sont actuellement hébergées par le CIAM. Il a dit à Lydia Cacho Ribeiro qu'il savait où elle habitait et qu'il pouvait la faire assassiner, mais qu'il allait d'abord lui donner une chance de lui rendre son épouse et sa fille. Cet agent s'était déjà rendu dans trois refuges gérés par le CIAM, où il avait menacé les membres du personnel avec une arme à feu, pensant que sa famille se trouvait sur place. Lorsque Lydia Cacho Ribeiro a porté plainte auprès du représentant du procureur général de la République à Cancún à la suite de ces faits, il lui a été dit : « *Ne vous en prenez pas à lui, il est protégé par ses supérieurs.* »

La première semaine de janvier, Lydia Cacho Ribeiro a signalé avoir reçu deux appels téléphoniques menaçants d'un homme connu pour ses liens avec le crime organisé et dont l'épouse et la fille sont également hébergées par le CIAM depuis qu'il a menacé de tuer la première. Il a déclaré à Lydia Cacho Ribeiro : « *Arrête de protéger ces satanées bonnes femmes ou tu vas mourir.* » Elle a signalé ces menaces au PGR à Mexico. Le 3 février, Lydia Cacho Ribeiro a reçu un appel téléphonique sur son portable d'un inconnu qui, selon elle, entretient des liens avec cet homme. Il lui a dit : « *Arrêtez de donner des informations si vous voulez rester en vie.* » En novembre 2004, l'homme dont il a été question plus haut avait déjà menacé de tuer Lydia Cacho Ribeiro et des membres du personnel du CIAM ; il avait brandi une arme à feu et demandé qu'on lui rende sa femme et sa fille.

La police locale de Cancún aurait obtenu une liste de personnes désignées comme cibles par le grand banditisme ; Lydia Cacho Ribeiro figurerait sur cette liste. En outre, le bureau du CIAM a reçu plusieurs menaces de mort par téléphone après que l'organisation eut signalé aux autorités le cas d'un homme accusé d'atteintes sexuelles sur des enfants. Toutefois, malgré les plaintes déposées auprès des autorités et les demandes de protection policière, Lydia Cacho Ribeiro, les membres du personnel des bureaux du CIAM et les victimes cherchant refuge au CIAM sont toujours en danger.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

- dites-vous préoccupé par la sécurité de Lydia Cacho Ribeiro, des membres du personnel du CIAM et des femmes et enfants qui sont sous leur protection, étant donné les menaces de mort répétées dont ils ont fait l'objet ;
- exhortez les autorités à prendre sans délai des mesures de protection en faveur de Lydia Cacho Ribeiro, des personnes travaillant au CIAM et des femmes et enfants qui y sont hébergés, conformément aux souhaits de ces personnes ;
- demandez instamment que soit ouverte dans les meilleurs délais une enquête impartiale et exhaustive sur ces menaces et appelez les autorités à déférer à la justice les responsables présumés de ces agissements ;

– rappelez aux autorités qu'aux termes de la Déclaration des Nations unies sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, il incombe aux États de respecter le principe de diligence due et de prévenir les actes de violence contre les femmes, mener des enquêtes à ce sujet et punir les dits actes conformément à la législation nationale ;  
– rappelez aux autorités que la Déclaration des Nations unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus proclame la légitimité de l'action des défenseurs des droits humains et le droit de ceux-ci à poursuivre leurs activités sans restriction ni crainte de représailles.

**APPELS À :**

**Gouverneur de l'État de Quintana Roo :**

Lic. Joaquín Hendricks Díaz  
Gobernador del Estado de Quintana Roo  
Palacio de Gobierno, Av. 22 de Enero y Héroes,  
Chetumal 77009,  
Estado de Quintana Roo,  
Mexique

**Fax :** +52 983 832 06 20 (si quelqu'un décroche, dites « *tono de fax por favor* »)

**Formule d'appel :** *Señor Gobernador*, / Monsieur le Gouverneur,

**Représentante du procureur général de la République dans l'État de Quintana Roo :**

Sra. Imelda Calvillo  
Delegada de la Procuraduría General de la República en el Estado de Quintana Roo  
Avenida José López Portillo s/n,  
Región 93, Manzana 21,  
Lote 1, entre Avenida Kaba y Calle 16  
Estado de Quintana Roo,  
Mexique

**Fax :** +52 998 881 96 42

**Formule d'appel :** *Señora Delegada*, / Madame la représentante,

**Procureur général de la République :**

General Marcial Rafael Macedo de la Concha  
Procurador General de la República  
Procuraduría General de la República  
Paseo de la Reforma nº 211-213, Piso 16  
Col. Cuauhtémoc, Delegación Cuauhtémoc,  
México D.F., C.P. 06500,  
Mexique

**Fax :** +52 55 53 46 09 83 / 08 (si quelqu'un décroche, dites « *tono de fax por favor* »)

**Formule d'appel :** *Señor Procurador General*, / Monsieur le Procureur général,

**COPIES À :**

**Présidente de la commission du sénat mexicain relative à l'égalité des sexes :**

Senadora Aracely Escalante Jasso  
Presidenta de la Comisión de Equidad y Género del Senado de la República  
Torre del Caballito, Piso 16, Oficina 8, Reforma 10,  
Col. Tabacalera, México DF, 06030,  
Mexique

**Formule d'appel :** *Señora Senadora*, / Madame la Sénateur,

**CIAM (Organisation de défense des droits humains) :**

Centro Integral de Atención a las Mujeres - CIAM  
Cancún A.C.  
Calle 12 poniente 66, SMZA 63 Cancún  
Quintana Roo 77500,  
Mexique

**Ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays.**

***PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.***

**APRÈS LE 30 MARS 2005, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*